

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU jeudi 08 décembre 2022**

Date de convocation : jeudi 01 décembre 2022

Lieu de la séance : Salle de l'Hémicycle, Hôtel de Région

PRESIDENCE : M. Jacques JESSON

PRESENTS : M. ABDELLI - M. ADAM - M. AUBERT - Mme BOURG-BROC - M. BOURGERY - Mme BOUTILLER - Mme BUTIN - M. CHARLET - M. COLLOT - M. COLPIN - Mme COTELLE - M. DELAVENNE - M. DELIEGE - M. DOUCET - M. DUBANCHET - M. FENAT - Mme GALICHER - M. GALICHET - M. GERARDIN - M. GILLET - M. GRIFFON - M. GUILLEMOT - M. JALOUX - M. JESSON.H - M. JESSON.J - M. JOPPE - M. JUNKER (suppléant) - M. LACUISSE - Mme LE LAY - M. LEBAS - M. LEFORT - M. LHOTE - M. MAILLET - M. MAIZIERES - Mme MARCELLI - M. MARCHAND - Mme MARTIN.L - M. MAT - Mme MICHEL - M. PERREIN.Y - M. PIERME - M. POINTUD.C - M. POUPART - Mme PYPE-NICAISE - Mme RAGETLY - M. REGNAULT - Mme REGNIER - M. REMY - Mme ROSTAN (suppléant) - M. ROULOT - Mme SAGUET-SIMON - M. SALON - Mme SCHAJER - Mme THIBERT - Mme TSCHAMBSER - M. VALTHIER - M. VATEL - Mme ZALUSKI

EXCUSÉS : M. ADNET - Mme ALBERT - M. APPARU - M. BISSON - Mme BLANC - Mme BONNE - M. CHAPPAT - M. CHAUFFERT - M. CHAUVIERE - M. DIAS - Mme DJEMAI - M. FOGGEA - M. GAIGNETTE - Mme GUILLAUME - M. HUBER - Mme LAINE - Mme LANTENOIS - M. LEHERLE - Mme LIZOLA - Mme MAGNIER - Mme MOTHE - M. NAMUR - Mme PAINDAVOINE - M. PERREIN.H - M. PUISSANT - M. ROUSSEAU - M. SINER

ABSENTS : Mme BREMONT - M. DESGROUAS - M. DEVAUX - M. DUBOIS - Mme HAML - M. JANSON - M. THOUVENIN - M. VILLAUME

<u>PROCURATIONS</u> :	M. ADNET	à	M. COLLOT
	M. APPARU	à	M. JESSON.J
	Mme BLANC	à	M. BOURGERY
	Mme BONNE	à	M. COLPIN
	M. CHAPPAT	à	M. MARCHAND
	M. CHAUFFERT	à	M. CHARLET
	M. CHAUVIERE	à	M. DELIEGE
	Mme DJEMAI	à	Mme MICHEL
	M. GAIGNETTE	à	Mme BUTIN
	Mme GUILLAUME	à	Mme BOURG-BROC
	Mme LAINE	à	Mme TSCHAMBSER
	Mme LANTENOIS	à	M. JALOUX
	Mme LIZOLA	à	M. MAILLET
	Mme MAGNIER	à	M. MAT
	M. NAMUR	à	M. GERARDIN
	Mme PAINDAVOINE	à	M. GUILLEMOT
	M. PERREIN.H	à	M. PERREIN.Y
	M. ROUSSEAU	à	M. DUBANCHET
	M. SINER	à	Mme COTELLE

NON PARTICIPATION AUX DEBATS ET AU VOTE :

<u>Membres en exercice</u> :	91
<u>Quorum</u> :	46
<u>Présents</u> :	58
<u>Procurations</u> :	19
<u>Votants</u> :	77

SECRETAIRE DE SEANCE : M. VALTHIER

**40 / PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE : PRESCRIPTION DE SON
ÉLABORATION, DÉFINITION DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITÉS
DE CONCERTATION**

Rapporteur : Mme Pascale MICHEL

Par délibération n°2022-109 en date du 23 juin 2022, le Conseil communautaire a approuvé la charte de gouvernance pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en amont de la prise de décision d'engager son élaboration.

Cette charte traduit les enjeux de planification qui dépassent largement les limites administratives de chacune des communes membres, et indique que le futur PLUi de la Communauté d'agglomération devra s'appuyer sur un projet partagé traduisant une vision ambitieuse et cohérente d'aménagement de son territoire, tout en respectant l'intérêt général et les particularités locales.

L'étape suivante est donc celle de la prescription de l'élaboration du PLUi, ainsi que la définition des objectifs et des modalités de concertation.

Aussi, considérant :

- la conférence intercommunale des Maires qui s'est tenue le 12 mai 2022 ayant débattu des modalités de collaboration entre la Communauté d'agglomération et les communes membres pour la mise en œuvre du plan local d'urbanisme intercommunal,
- les objectifs poursuivis et les modalités de concertation validés lors du comité de pilotage pour l'élaboration du PLUi de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne du 20 octobre 2022,
- la volonté de définir une politique cohérente d'aménagement et de planification à l'échelle de la Communauté d'agglomération,

la présente délibération vise à prescrire, comme le demande d'article L.153-11 du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLUi et à préciser les objectifs poursuivis et les modalités de concertation conformément à l'article L103-3 du Code de l'urbanisme.

1- Les objectifs poursuivis à travers l'élaboration du PLUi

L'élaboration du PLUi constitue un enjeu majeur pour la Communauté d'agglomération dans la mise en œuvre de sa stratégie de territoire à l'échelle des 46 communes membres.

Le PLUi devra s'inscrire dans les objectifs généraux définis par la loi, qui sont notamment rappelés dans les articles L.101-2, L.101-2-1 et L.101-3 du code de l'urbanisme, et inscrire le développement durable comme fil conducteur de l'ensemble de ses orientations.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- mettre en œuvre les objectifs en matière d'habitat, tant en termes de production que de réhabilitation de logements, en cohérence avec le programme local de l'habitat (PLH),
- traduire les objectifs du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays de Châlons-en-Champagne, notamment en matière de densification et de mutation des espaces urbains,

- poursuivre la valorisation des friches et dents creuses afin de contribuer à la lutte contre l'artificialisation des sols,
- préserver la qualité des paysages et du patrimoine architectural,
- mettre en œuvre une stratégie de développement économique en valorisant et optimisant l'offre foncière existante tout en s'appuyant notamment sur la plateforme de Vatry,
- favoriser la diversification de l'activité agricole,
- développer l'attractivité touristique du territoire en mettant en avant ses spécificités et ses atouts,
- mettre en œuvre une politique d'équipements et de services de proximité visant à favoriser l'attractivité résidentielle du territoire,
- adopter une démarche transversale en matière de mobilités afin de répondre aux besoins des habitants, des activités et des services tout en favorisant les modes alternatifs à l'automobile,
- définir les mesures permettant de traduire les orientations du Plan climat air énergie territorial (PCAET) de la Communauté d'agglomération en matière de transition énergétique et climatique,
- préserver les milieux naturels à travers la prise en compte de la trame verte et bleue du Pays de Châlons-en-Champagne et des futurs atlas de la biodiversité communale,
- réfléchir à une protection accrue de la ressource en eau,
- définir une politique d'aménagement prenant en compte l'ensemble des risques naturels et technologiques présents sur le territoire.

2- Les modalités de concertation avec le public

En vertu de l'article L103-2 du Code de l'urbanisme, la concertation du public (habitants, associations locales et autres personnes concernées) sera ouverte pendant toute la durée de l'élaboration du projet et prendra fin à la clôture des registres après l'approbation du PLUi.

Les modalités de concertation définies ci-après auront pour objectif de permettre au public, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés, d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables, de formuler des observations et propositions qui seront enregistrées, examinées et conservées par l'autorité compétente.

Les modalités suivantes sont définies :

- un site internet dédié au projet PLUi,
- des articles dans les bulletins communautaires et communaux. Ces derniers pourront être relayés dans la presse locale et par des supports ponctuels pour une diffusion plus large,
- des réunions publiques,
- des registres de concertation mis à disposition des administrés qui pourront prendre une forme dématérialisée,
- d'autres dispositifs pourront être proposés afin de permettre aux différents publics de participer.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Président en présentera le bilan au Conseil communautaire et il sera joint au dossier d'enquête publique. A l'issue de l'enquête, le PLUi éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, sera approuvé.

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

VU les dispositions du code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.101-1, L.103-2 et suivants, L.132-7 et suivants, L.151-1 et suivants, L.153-2, L.153-8, L.153-11,

VU les statuts de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne,

VU le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Châlons-en-Champagne approuvé le 8 octobre 2019,

VU la délibération du Conseil communautaire n° 2022-109 du 23 juin 2022 approuvant la charte de gouvernance pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,

VU l'avis de la commission Habitat et cohésion sociale du 15 novembre 2022,

VU l'avis de la commission Affaires générales et budgétaires du 23 novembre 2022,

VU l'avis du Bureau communautaire du 24 novembre 2022,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de prescrire l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne, en accord avec les communes concernées pour ce qui concerne leur territoire,

DECIDE d'approuver les objectifs poursuivis tels qu'énoncés dans l'exposé de la présente délibération :

- mettre en œuvre les objectifs en matière d'habitat, tant en termes de production que de réhabilitation de logements, en cohérence avec le programme local de l'habitat (PLH),
- traduire les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Châlons-en-Champagne, notamment en matière de densification et de mutation des espaces urbains,
- poursuivre la valorisation des friches et dents creuses afin de contribuer à la lutte contre l'artificialisation des sols,
- préserver la qualité des paysages et du patrimoine architectural,
- mettre en œuvre une stratégie de développement économique en valorisant et optimisant l'offre foncière existante tout en s'appuyant notamment sur la plateforme de Vatry,
- favoriser la diversification de l'activité agricole,
- développer l'attractivité touristique du territoire en mettant en avant ses spécificités et ses atouts,
- mettre en œuvre une politique d'équipements et de services de proximité visant à favoriser l'attractivité résidentielle du territoire,
- adopter une démarche transversale en matière de mobilités afin de répondre aux besoins des habitants, des activités et des services tout en favorisant les modes alternatifs à l'automobile,
- définir les mesures permettant de traduire les orientations du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la Communauté d'agglomération en matière de transition énergétique et climatique,
- préserver les milieux naturels à travers la prise en compte de la trame verte et bleue du Pays de Châlons-en-Champagne et des futurs atlas de la biodiversité communale,
- réfléchir à une protection accrue de la ressource en eau,
- définir une politique d'aménagement prenant en compte l'ensemble des risques naturels et technologiques présents sur le territoire,

DECIDE d'approuver les modalités de concertation avec le public telles qu'énoncées dans l'exposé de la présente délibération :

- un site internet dédié au projet PLUi,
- des articles dans les bulletins communautaires et communaux. Ces derniers pourront être relayés dans la presse locale et par des supports ponctuels pour une diffusion plus large,
- des réunions publiques,
- des registres de concertation mis à disposition des administrés qui pourront prendre une forme dématérialisée,
- d'autres dispositifs pourront être proposés afin de permettre aux différents publics de participer,

DECIDE d'autoriser le Président à accomplir et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

DIT que les personnes publiques visées aux articles L.132-7, L.132-9 et L.132-10 du code de l'urbanisme seront associées à l'élaboration du PLUi,

DECIDE d'associer les services de l'Etat à l'élaboration du PLUi,

DIT que les personnes publiques visées à l'article L.132-13 du code de l'urbanisme seront consultées à leur demande pour l'élaboration du PLUi,

DECIDE que le Président peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat, de mobilités, d'économie,

DECIDE de solliciter auprès de l'Etat une dotation pour couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,

AUTORISE le Président à signer la sollicitation de dotation,

DIT que conformément aux articles L.104-1, R.104-11 et R.104-18 et suivants du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLUi fera l'objet d'une évaluation environnementale tout au long de son processus d'élaboration, qui sera intégrée dans le dossier de PLUi et qui sera soumise à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement,

DIT que les autorités compétentes pourront, conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

DIT que conformément à l'article L.153-11 du Code de l'urbanisme, la délibération prise en application de l'alinéa précédent est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme.

DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'Urbanisme, d'un affichage pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale et dans les mairies des communes membres concernées et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,

DIT que les crédits seront inscrits au BP 2023 de la Communauté d'agglomération.

**Le Conseil Communautaire par 76 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention(s),
Prend une délibération conforme**

Copie certifiée conforme par Le Président.

Le Président
Jacques JESSON

Certifié exécutoire compte tenu de la réception
à la Préfecture le 09/12/2022 et de la date
d'affichage le 09/12/2022.

P/Le Président de Chalons-Agglo, par
délégation,
Le Directeur Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. TEREBESZ', with a stylized, flowing script.

Franck TEREBESZ